

55 ans après Bandung : miracle asiatique et déception africaine. Pourquoi ?



Le professeur Darwis Khudori, ingénieur architecte en Indonésie, urbaniste aux Pays-Bas, historien à la Sorbonne, professeur de langues et de la culture orientale, directeur d'un Master en management des échanges avec l'Asie à l'Université du Havre, auteur de plusieurs ouvrages, est un passionné de l'Afrique-Asie.

Propos recueillis à Kuala Lumpur par Adama Wade

Membre du comité Ki-Zerbo et hanté par « l'esprit de Bandung », le professeur Darwis Khudori revient dans cet entretien sur les raisons possibles du décalage économique entre l'Afrique et l'Asie, 55 ans après une grande conférence où les présidents Sukarno de l'Indonésie, Nasser de l'Égypte, Nehru de l'Inde, et Ho Chi Minh du Vietnam posèrent les bases d'une coopération et des échanges afro-asiatiques.

Les Afriques : La longue distance géographique entre vous, Indonésien asiatique, et moi, Mauritanien africain, ne décourage-t-elle pas tout échange entre nos deux mondes ?

Darwis Khudori : Cette distance, comme vous dites, n'est pas évidente. Il y a 60 000 ans, des hommes quittaient le haut plateau africain vers l'Éthiopie et la péninsule arabique. Grâce à la baisse des eaux, ces tribus mettront 10 000 ans pour parvenir en Asie, en Australie. Nous sommes, Asiatiques, le fruit d'un métissage avec l'Afrique. Les traces du passage africain subsistent. Les Papous et les Aborigènes viennent de l'Afrique.

LA : Dans l'ère moderne, cette filiation biologique afro-asiatique a-t-elle été entretenue par des rapports économiques ?

DK : En effet. Jusqu'au 16^e siècle, les échanges afro-asiatiques étaient dominants. Les Portugais qui arrivèrent dans le détroit de Malacca ont utilisé une carte en écriture javanaise. Ce n'est pas par hasard si l'Indonésie a initié la Conférence de Bandung de 1955. Pour en revenir à l'actualité, il y a une certaine adaptation mystique de l'histoire qui veut que Barack Obama ait d'abord passé son enfance en Indonésie avant d'aller au Kenya à la quête de ses racines. Culturellement, l'Afrique et l'Asie sont proches et partagent beaucoup de valeurs.

LA : Mais comment expliquer qu'en 50 ans l'Asie ait vu émerger des tigres et des dragons, au contraire de l'Afrique ?

DK : En ce qui concerne l'Asie, le décalage économique est à mon sens la conséquence de la construction des États nations. Dans le contexte de la guerre froide, dans les années 50, la préoccupation principale pour les jeunes États indépendants était d'ordres politique et idéologique. Il s'agissait de barrer la route aux rébellions et au retour d'une certaine forme de colonisation. Sur le plan économique, ces États étaient en quasi-faillite. Un changement radical intervient dans les années 60, provoqué de manière directe et indirecte par les USA et le bloc Ouest en général. C'est l'arrivée au pouvoir des généraux de l'armée et le changement des orientations politico-économiques. Nous sommes passés d'une tendance socialiste à une réalité capitaliste, d'un régime civil à un régime militaire.

LA : Nous avons à peu près connu la même transition en Afrique vers la fin des années 60. Mais comment ces régimes militaires et militaristes ont transformé vos réalités économiques ?

DK : Les nouveaux régimes appliquèrent une politique sécuritaire de façon militariste pour garantir la sécurité et la stabilité, deux éléments moteurs de l'investissement. L'omniprésence de l'armée qui pouvait travailler dans certains secteurs de la vie civile, la dépolitisation de la société, la dissolution des partis politiques et la recomposition du gouvernement ont abouti à l'imposition de l'idéologie unique de l'État. Dans ce climat, les mouvements contestataires

étaient limités, les rassemblements universitaires contrôlés. Parallèlement, les pays se sont ouverts aux investissements étrangers, se transformant aussi en marchés ouverts aux produits industriels. C'est de là que vient le décollage économique de l'Indonésie, de Singapour, de la Malaisie, de Taïwan, de la Corée du Sud et de la Thaïlande.

LA : Pourquoi ce modèle qui s'est imposé en Asie n'a pas réussi en Afrique ?

DK : C'est une question difficile. En vous détaillant l'exemple asiatique, vous trouverez sans doute quelques éléments de réponse. À côté des régimes dictatoriaux militaristes, il y a eu, en Asie, toute une classe de technocrates dépolitisés. Les régimes ont recruté beaucoup de cerveaux dans ce que certains appellent la « Mafia de Barclays », constituée de penseurs issus, en général, d'institutions académiques et universitaires de renommée mondiale. Peut-être en Afrique, ce facteur technocratique dépolitisé n'a-t-il pas joué ?

LA : C'est une possibilité. N'avez-vous pas été confrontés à un certain moment de cette ascension économique au facteur ethnique ?

DK : Je vous réponds par l'exemple. L'Indonésie compte 350 ethnies sur une bande de 5000 km de distance d'est en ouest. Seules 6000 des

« Les nouveaux régimes appliquèrent une politique sécuritaire de façon militariste pour garantir la sécurité et la stabilité, deux éléments moteurs de l'investissement. »

17 500 îles de l'archipel sont habitées. Nous comptons en plus cinq religions transnationales et des centaines de croyances locales. Tout cet ensemble fonctionne en parfaite cohésion. C'est là la vertu de l'État nation. L'Indonésie est un État unitaire alors que la Malaisie est un modèle d'État fédéral constitué de sultanats.

LA : Quelles sont les conditions de l'État nation dans des milieux socioculturels aussi hétérogènes ?

DK : À mon sens, je crois qu'il faut d'abord qu'il y ait un groupe ethnique majoritaire tolérant. En Indonésie, les Javanais sont majoritaires et constituent 40%. Ils acceptent que la langue nationale soit le Malais, qui compte pour 5%. À côté de la tolérance, la tradition d'État joue énormément. L'empire javanais, avec ses traces monumentales et littéraires, a été un socle pour l'Indonésie. Mêmes cas de figure en Thaïlande et en Malaisie.

LA : Quelle est donc votre conception de l'État nation, compte tenu des différences d'approche et de conception entre les sens français et les sens allemand ?

DK : La même question fut posée au père fondateur de l'Indonésie, Sukarno, un homme se définissant comme musulman et hindouiste et qui luttait pour l'indépendance dans les années 20. Sukarno propose l'État nation à la Ernest Renan. La nation, ce n'est pas un rassemblement national fondé sur l'ethnie ou des croyances, mais l'expérience commune du passé et, surtout, sur l'expérience douloureuse du passé. Parce que, disait-il, la douleur unit plus que la joie. Le deuxième élément constitutif de l'État nation est de vouloir être ensemble pour l'avenir. J'ajouterai à la lumière de nos expériences



Kuala Lumpur. La Malaisie avait refusé le diagnostic du FMI et de la Banque mondiale.

que l'existence d'un groupe ethnique majoritaire favorise le passage à l'État nation.

LA : Aujourd'hui, peut-on dire, avec le développement de l'Asie, que le schéma périphérie-centre utilisé notamment par Samir Amin dans son essai monumental sur le « développement inégal » est en transformation ?

DK : Les changements radicaux qui ont commencé dans l'Asie du Sud-Est à partir des années 60 et 70 n'ont pas bouleversé cette réalité décrite par Samir Amin. Nos pays restent à la périphérie de la Triade formée par les USA, le Japon et l'Europe. Hormis la Chine, qui est un modèle à part, les pays émergents de l'Asie sont des périphéries qui profitent du centre. Sur le plan idéologique, c'est du socialisme de marché. Sur le plan politique, c'est du capitalisme.

LA : Qu'est-ce qui explique la singularité du modèle chinois par rapport aux autres modèles de la région ?

DK : D'abord, la Chine, qui évolue en continuité politique, a amorcé la pompe à partir de 1983, avec la réforme de Deng Xiaoping qui a ouvert une zone industrielle aux capitaux étrangers. Mais la Chine reste largement un modèle capitaliste sous contrôle d'État. Notez que l'État reste aussi présent dans les entreprises de la plupart des pays de l'Asie du Sud-Est.

LA : N'est-ce pas là une rupture avec l'Afrique qui œuvre depuis les années 80 au désengagement de l'État dans les fonctions de production ?

DK : C'est exact. Je crois que le nationalisme qui se manifeste sous plusieurs formes, dont le capitalisme d'État, a joué un grand rôle dans l'Asie du Sud-Est. C'était une sorte de mobilisation nationale pour le développement.

LA : Quels sont alors les rapports de ces capitalismes d'État avec le FMI et la Banque mondiale, fidèles au principe du « moins d'État » ?

DK : L'Indonésie, qui a suivi un certain temps le modèle prôné par ces institutions, a abandonné à mi-chemin, renonçant d'ailleurs à tout emprunt. La Malaisie a refusé aussi le diagnostic.

LA : Comment les modèles asiatiques se sont-ils relevés de la crise de 1997 ?

DK : En Indonésie, cette crise a précipité la chute de Suharto et la fin de la dictature. En

extrapolant, on peut résumer l'histoire du développement économique des pays de l'Asie du Sud-Est en trois périodes : construction de l'État nation, développement économique et, en dernier lieu, démocratie et développement de la société civile. Sans démocratie, la société civile a plutôt tendance à combler les déficits de l'État : hôpitaux, école, etc.

LA : Dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, que vous connaissez bien, les échanges inter États pèsent pour environ 10%. N'est-ce pas là aussi une différence fondamentale avec le cas des pays de l'ASEAN ?

DK : Effectivement, les échanges inter ASEAN atteignent plus de 65% de leurs échanges globaux. Le rôle principal de l'ASEAN est en outre d'instaurer la paix et la sécurité. Tous

« Il y a une certaine adaptation mystique de l'histoire qui veut que Barack Obama ait d'abord passé son enfance en Indonésie avant d'aller au Kenya, à la quête de ses racines. »

les litiges frontaliers sont réglés à l'amiable. La liberté de circulation entre les cinq fondateurs de l'ASEAN et l'accord de libre-échange entre tous les autres accélèrent l'intégration. L'ASEAN vise à terme à instaurer un modèle d'intégration à l'europpéenne.

LA : Nous avons fait le tour de l'Asie. Quid donc de l'Afrique. Avez-vous un début d'explication pour le retard pris dans le développement ?

DK : L'un des obstacles est le modèle colonial imposé qui se manifeste sous forme de frontières et de la faible intégration entre les États. Quant à la notion de développement, elle n'est pas uniforme. Par exemple, Ki-Zerbo propose le développement endogène, qui met en valeur les éléments de la qualité et des considérations comme le bonheur. La richesse de la culture africaine pourrait être une force motrice de cette thèse.

Entretien réalisé à l'occasion du Forum des dirigeants africains à Kuala Lumpur, organisé par le cabinet casablancas Afrique Challenge, du 5 au 10 octobre 2009.